

Unité départementale de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 SAINT-LÔ

SAINT-LÔ, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AURYS

ZI de Pommenauque
50500 CARENTAN-LES-MARAIS

Références : 50/2022-206
Code AIOT : 0005301484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2022 dans l'établissement AURYS implanté ZI de Pommenauque 50500 CARENTAN-LES-MARAIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AURYS
- ZI de Pommenauque 50500 CARENTAN-LES-MARAIS
- Code AIOT : 0005301484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut led : Non led

L'établissement est spécialisé dans la production de miroirs, verres laqués et sérigraphiés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 35 - Règlement n°1907/2006 modifié du 18/12/2006	/	Lettre de suite	1 mois
3	Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17.1 - Règlement n°1272/2008 modifié du 16/12/2008	/	Lettre de suite	1 mois
4	Liste des substances	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	/	Lettre de suite	1 mois
6	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46	/	Lettre de suite	3 mois
7	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 25/02/2003, article 7.3	/	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5 - Règlement n°1907/2006 modifié du 18/12/2006	/	Sans objet
5	Fiche de données sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6 - Règlement n°1907/2006 modifié du 18/12/2006	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion des produits chimiques au sein de l'établissement est globalement satisfaisante. L'inspection a néanmoins mis en évidence que :

- le suivi des quantités des produits chimiques détenus au sein des installations doit être renforcé ;
- les informations (précautions de manipulation et stockage, etc.) relatives aux produits chimiques que manipulent les opérateurs doivent être portés à leur connaissance ;
- l'état de propreté de certaines installations doit être amélioré ;
- le tableau de classement des rubriques de la nomenclature des installations classées doit être mis à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35 - Règlement n°1907/2006 modifié du 18/12/2006
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant a indiqué que les fiches de données de sécurité des produits qu'il utilise et par voie de conséquence que les opérateurs manipulent sont enregistrées sur le serveur informatique de l'établissement et qu'elles sont accessibles à l'ensemble des opérateurs depuis leurs postes de travail. Au cours de la visite d'inspection, l'inspection a constaté que les trois opérateurs rencontrés n'avaient pas connaissance ou n'ont pas été en mesure de trouver les fiches de données de sécurité des produits chimiques qu'ils manipulent.
Observations : L'inspection demande sous un délai d'un mois au plus tard que l'exploitant porte à la connaissance des opérateurs qui manipulent des produits chimiques les informations relatives aux dangers et inconvénients de ces produits.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5 - Règlement n°1907/2006 modifié du 18/12/2006
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La fiche de données de sécurité consultée (fiche de données de sécurité du MGLH 100 ML) était en français.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17.1 - Règlement n°1272/2008 modifié du 16/12/2008
Thème(s) : Risques chroniques, Etiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.
Constats : D'une manière générale, l'inspection a constaté que l'emballage des produits chimiques contient les informations attendues. Au cours de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté qu'un fût ne contenait pas d'étiquetage (ou s'il était présent, il n'a pas été possible de le voir, cf. photo ci-dessous). Selon les déclarations de l'exploitant, le nom commercial du produit contenu dans le fût est du Dynasytan hydrosil 1151. En outre, le fût ne disposait pas d'une capacité de rétention.



Observations : L'inspection demande sous un délai d'un mois au plus tard que tous les emballages de produits chimiques, y compris ceux qui font l'objet de transvasement par l'exploitant, dispose d'un étiquetage conforme à la réglementation en vigueur. L'inspection demande également que les réservoirs de produits dangereux soient associés à une capacité de rétention correctement dimensionnée. Pour mémoire, tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Liste des substances

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Sans objet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats : Préalablement à la visite d'inspection, l'exploitant a communiqué le registre indiquant la nature des substances ou mélanges dangereux détenus et mis en œuvre au sein de l'établissement. L'inspection a rappelé à l'exploitant que le registre doit être mis à jour en tant que de besoin. Ce registre devra être complété de manière à préciser la quantité des substances ou mélanges détenus.</p>
<p>Observations : Sous un délai d'un mois au plus tard, l'inspection invite l'exploitant à disposer d'un registre indiquant la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.</p> <p>Sous un délai d'un mois au plus tard, l'exploitant communiquera à l'inspection la liste des substances extrêmement préoccupantes au titre du règlement REACH (Substance of Very High Concern dites SVHC) que l'exploitant utilise en tant que tel ou en mélange. A toutes fins utiles, la liste des SVHC figure au lien qui suit : https://echa.europa.eu/fr/candidate-list-table.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Fiche de données sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6 - Règlement n°1907/2006 modifié du 18/12/2006
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/du mélange et de la société/l'entreprise; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination;

14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats : Au regard de la liste des substances ou mélanges dangereux détenus au sein de l'établissement et transmise préalablement à la visite d'inspection, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir la fiche de données de sécurité du produit chimique "MGLH 100 ML". Ce mélange contient notamment une substance extrêmement préoccupante au sens du règlement REACH.</p> <p>L'exploitant a facilement et rapidement présenté la fiche de données de sécurité dans sa version 5 du 29/06/2018. En revanche, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche de données de sécurité du Dynasylan hydrosil 1151 (produit contenu dans le fût dont l'étiquetage n'était pas visible, cf. point de contrôle n° 3).</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, les fournisseurs des produits chimiques transmettent les fiches de données de sécurité dès qu'une mise à jour est réalisée.</p>
Observations : L'exploitant doit pouvoir disposer de l'ensemble des fiches de données de sécurité des produits et les mettre à dispositions des opérateurs qui les manipulent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/07/2021, article R.181-46
Thème(s) : Autre, Mise à jour tableau de classement des rubriques de la nomenclature
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L.181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R.122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L.181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats : Le tableau de classement selon les rubriques de la nomenclature des installations classées qui figure à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 février 2003 n'est plus à jour compte des évolutions au sein de l'établissement et des modifications de la nomenclature survenues depuis cette date.</p> <p>La visite sur le terrain a également mis en évidence qu'un réservoir de GPL destiné à l'alimentation des chariots élévateurs n'apparaît pas dans le tableau de classement. Au regard des informations recueillies au cours de l'inspection, ce réservoir a vocation à être démantelé dans la mesure où l'exploitant a remplacé ses chariots élévateurs qui fonctionnait au gaz par des chariots électriques. Aujourd'hui, seuls deux chariots fonctionnent encore au gaz.</p>

Observations : Conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées sous 3 mois au plus tard un porter-à-connaissance comportant un tableau de classement des rubriques de la nomenclature des installations classées. Ce porter-à-connaissance comportera les éléments justifiant du démantèlement du réservoir de GPL.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite

N° 7 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2003, article 7.3
Thème(s) : Autre, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.
Constats : L'inspection a mis en évidence que l'état de propreté de certaines installations n'est pas satisfaisant. Certaines rétentions sont encombrées de matériels, morceaux de plastique, etc.
   

L'inspection a également constaté que l'issue de secours du local de stockage des produits chimiques est encombrée. La présence d'une flaqua d'eau a également été constatée dans ce local alors même que certains produits stockés sont incompatibles avec l'eau. Selon les déclarations de l'exploitant, lors d'épisodes pluvieux, l'eau s'infiltrerait sous la porte de l'issue de secours.



Observations : L'exploitant doit sous un délai d'un mois au plus tard prendre toutes les dispositions pour maintenir ses installations, et en particulier les rétentions et le local de stockage de produits chimiques, dans un bon état de propreté et ne pas obstruer les issues de sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois